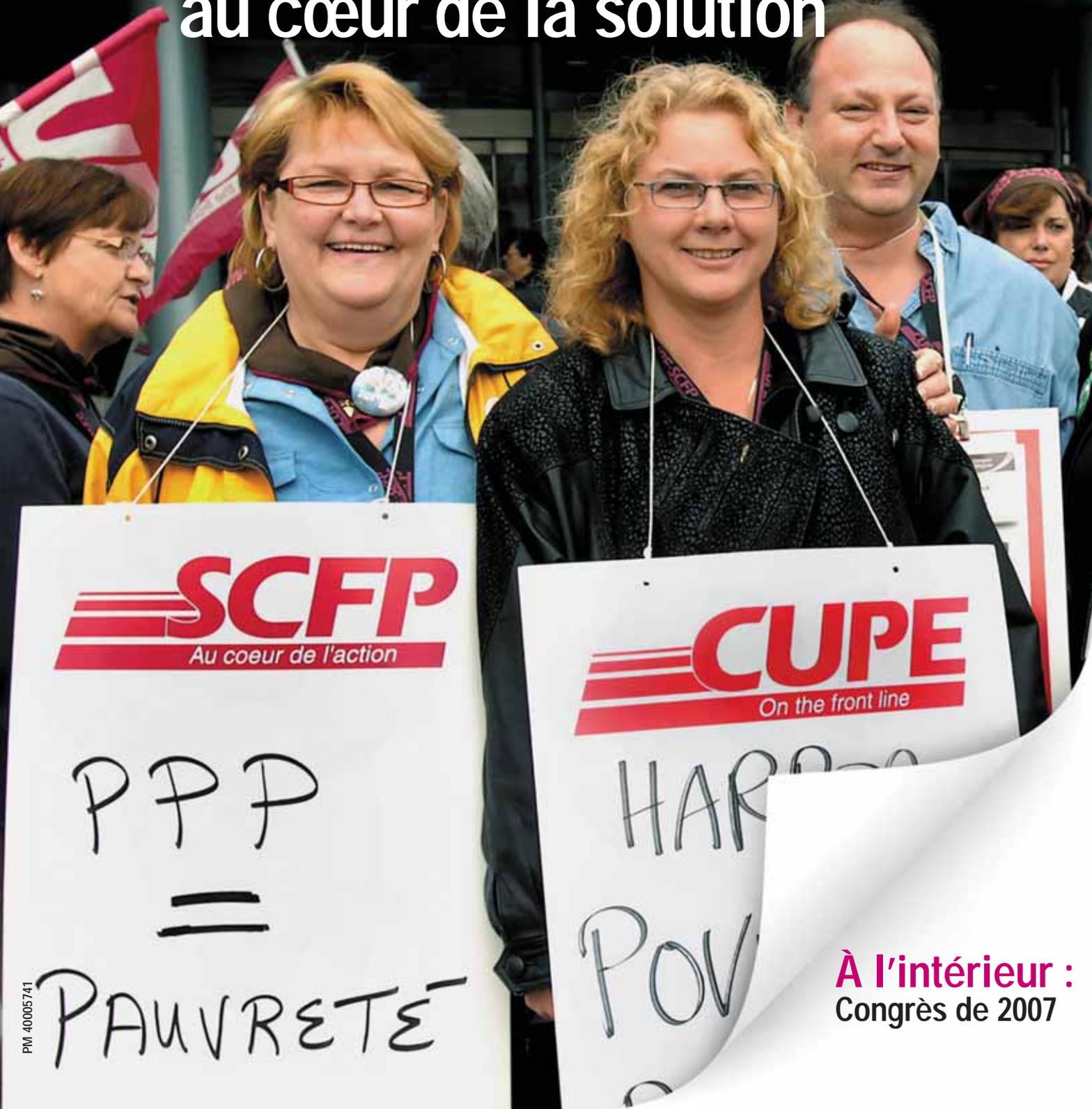


S'ORGANISER

Les services publics
au cœur de la solution



À l'intérieur :
Congrès de 2007

Le Conseil exécutif national 2007-2009

Président national



Paul Moist

Secrétaire-trésorier national



Claude Généreux

Vice-présidences générales



Mario Gervais



Donalda MacDonald



Barry O'Neill



Kevin Rebeck



Patrick (Sid) Ryan

Vice-présidences régionales



Donna Ryan
Terre-Neuve
et Labrador



Danny Cavanagh
Nouvelle-Écosse



Daniel Légère
Nouveau-Brunswick



Milo Murray
Île-du-Prince-Édouard



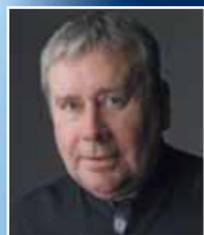
Charles Fleury
Québec



Lucie Levasseur
Québec



Candace Rennick
Ontario



Michael Hurley
Ontario



Wyman MacKinnon
Nord de l'Ontario



Tracey Beastall
Manitoba



Frank Mentès
Saskatchewan



D'Arcy Lanovaz
Alberta

Vice-présidences de la diversité



Brian Barron



Yolanda McClean

Toutes les photos sur cette page ont été prises par Christina Riley, sauf indication contraire.

Photo : Dan Gawthrop



Mark Hancock
Colombie-Britannique



Fred Muzin
Colombie-Britannique

Vif succès du congrès de 2007



Photo : Murray Mosher

Le numéro d'hiver de *S'Organiser* présente, entre autres, les faits saillants de notre 23^e congrès statutaire, tenu en octobre dernier, à Toronto.

Plus de 2 000 délégués se sont rassemblés pour établir l'orientation de notre syndicat. Fait à remarquer, 40 % d'entre eux assistaient à leur premier congrès national. À mon avis, il s'agit d'un indicateur à la fois remarquable et positif. Beaucoup des militants qui ont bâti notre syndicat arrivent à la retraite. À chacun d'entre

eux, j'offre nos remerciements les plus sincères et je souhaite une belle retraite. Heureusement, des milliers de nouveaux militants assument maintenant un rôle de leadership dans nos sections locales. Au nom de plus d'un demi-million de membres, je leur dis merci pour leur militantisme.

Notre congrès national a approuvé une recommandation visant à intensifier notre lutte contre la privatisation des services publics partout au Canada. Et, reconnaissant les nombreuses barrières que doivent surmonter les femmes pour participer pleinement à la vie de leur syndicat, les délégués ont aussi approuvé une bonne partie des recommandations soumises par notre Groupe de travail national sur la participation des femmes. En outre, nous sommes descendus dans la rue pour marquer la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté et, ce faisant, nous nous sommes joints à des millions de personnes partout dans le monde qui exigeaient une distribution plus équitable des richesses du monde.

Nous avons aussi manifesté pour appuyer les travailleurs d'hôtel de Toronto (UNITE-HERE, section locale 75), mis en lock-out par leur employeur. Ces consœurs et confrères ont été très touchés par notre appui. Quelques semaines après le congrès, leur conflit s'est réglé de façon équitable et ils ont remercié nos délégués pour leur soutien.

Nous avons aussi eu des débats difficiles, des débats qui doivent se poursuivre dans notre syndicat. La différence de points de vue est signe de santé; le silence ne peut que nous nuire. Notre but collectif doit être de renforcer notre syndicat, de l'unifier davantage pour que nous puissions mieux représenter nos membres d'un bout à l'autre du pays.

Je suis heureux d'entreprendre les deux années qui viennent avec vous, pour bâtir notre syndicat.

En toute solidarité,

Le président national,

Paul Moist

Paul Moist



Table des matières

2 Au cœur de l'action

Universités en grève en Saskatchewan; Le point sur le lock-out au *Journal de Québec*; À la mémoire de Donalda MacDonald; Le fonds « Chantiers Canada »; Élections provinciales en Ontario et en Saskatchewan; Nouveau siège national du SCFP; Première rencontre nationale du secteur des services sociaux.

17 Le SCFP au Canada

Lutte sur de nombreux fronts en C.-B.; Servir le public en Alberta; Des campagnes particulières en Ontario; Les membres du Québec innovent; Gains, petits et grands, en Nouvelle-Écosse; Prêts à négocier à Terre-Neuve-et-Labrador; Lutte aux PPP à Saint-Jean.

21 Révolution culturelle

Livres et cinéma : quoi de neuf?

21 Le mot du secrétaire-trésorier national

Virage écologique au SCFP.

Reportages

7 Les services publics au cœur de la solution

Le SCFP défend les services publics dans les communautés autochtones et dans les pays en développement. Par Alexandre Boulerice, avec une documentation de Karin Jordan

9 Congrès 2007

Faits saillants du congrès national du SCFP de 2007 à Toronto. Par le personnel des communications du SCFP national

ISSN 1913-9896

S'Organiser est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique. Veuillez adresser toute correspondance à : Communications-SCFP, 1375, boul. Saint-Laurent, bureau 123, Ottawa, ON K1G 0Z7. Téléphone : 613-237-1590. Télécopieur : 613-237-5508. Nous acceptons de publier les lettres qui nous sont envoyées, mais nous nous réservons le droit de les remanier pour plus de concision ou de clarté. Tout article publié dans S'Organiser peut être repris pourvu que la source soit mentionnée.

Envois de publications, n° de convention de vente : 400005741

Retourner les copies non distribuables au Canada à : Communications-SCFP, 1375, boul. Saint-Laurent, bureau 123, Ottawa, ON K1G 0Z7

Visitez le site Web du SCFP à www.scfp.ca ou communiquez avec nous à courrier@scfp.ca

Directrice des communications : Louise Leclair
Services de rédaction-administration : DeGros Marsh Consulting
Services de traduction : Louise O'Neill et Victoria Barkoff
Conception graphique : Julie Turmel
Photo de la page couverture : Murray Mosher

Le personnel des communications : Robert Bellerose, Alexandre Boulerice, James Chai, Ian Clysdale, Patricia Daley, Valerie Dugale, Wendy Forbes, Daniel Gawthrop, Sébastien Goulet, Karin Jordan, Diane Kalen, Chris Lawson, Dennis Lewycky, Catherine Louli, John McCracken, Doreen Meyer, Roseanne Moran, Danielle Savoie, Beth Smillie, Marnie Thorp, Audra Williams et Stella Yeadon.

Adjointes à la rédaction : Hélène Bélanger, Manon Lajoie-Beaulne et Céline Carré.

SCFP **ACPS**

Imprimé par des employés syndiqués sur du papier recyclé après consommation sans chlore à 25%, certifié par le Forest Stewardship Council.

HIVER 2008

La grève de la section locale 1975 du SCFP donne une leçon aux universités

Novembre 2007 s'achevait. Le froid était mordant sur les lignes de piquetage où se serraient 2 400 travailleurs de l'Université de la Saskatchewan et de l'Université de Regina. Les grévistes commençaient à penser aux fêtes de Noël qui approchaient – avec des indemnités de grève comme revenu. Et les membres devaient voter sur la dernière offre des employeurs.

Le comité de négociation de la section locale 1975 du SCFP demandait aux membres de rejeter l'offre finale, car la proposition ne tenait aucun compte des deux problèmes qui avaient provoqué la grève : le lien entre les hausses salariales et les examens de rendement et la nécessité d'accroître le financement des avantages sociaux.

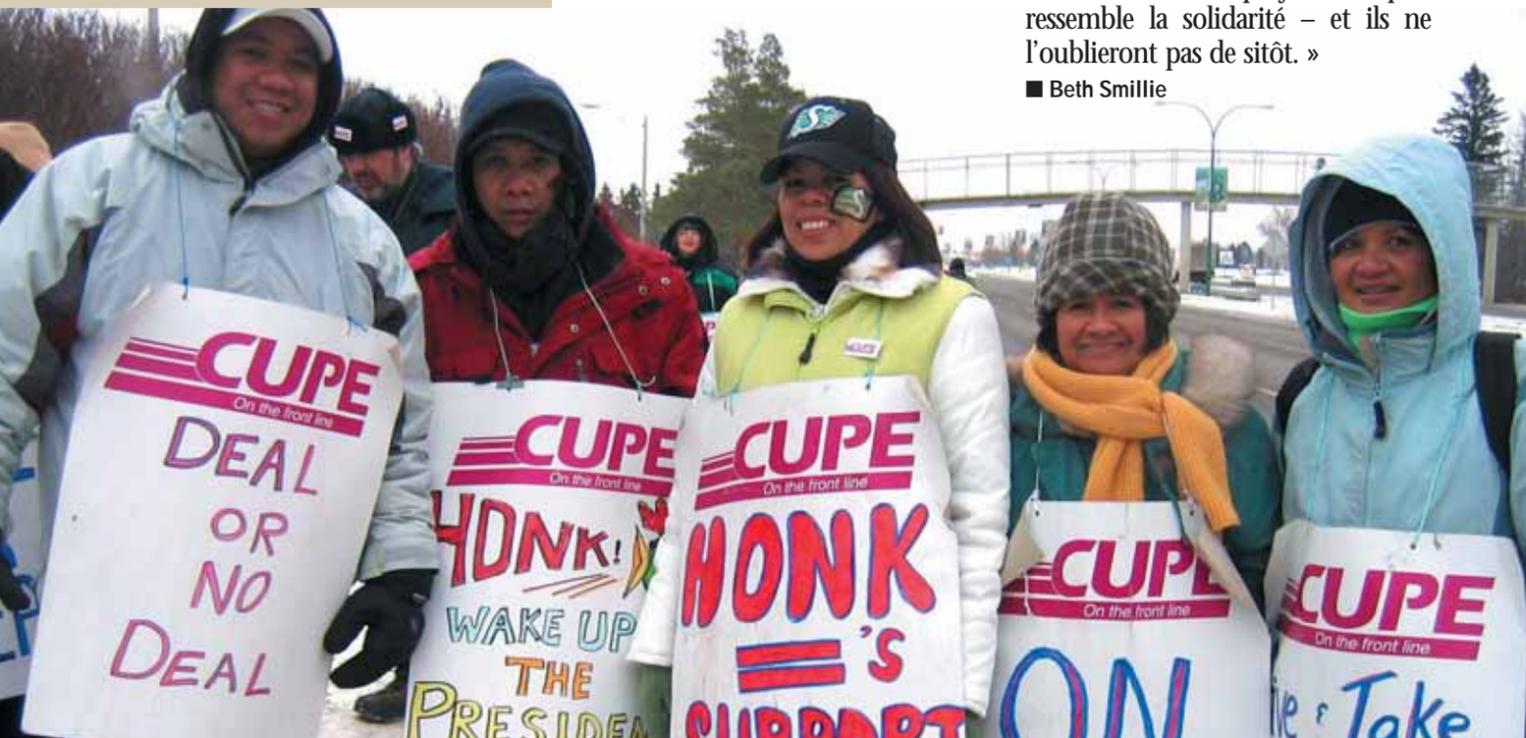
Le jour du vote – supervisé, à la demande des employeurs, par le Conseil des relations du travail – les universités ont fait paraître des publicités de deux pages pleines dans les journaux locaux pour inciter les membres à accepter leur offre et à rentrer au travail. La pression s'intensifiait.

Le rejet irréfutable – 85 % des membres ont voté « non » – a publiquement mis les employeurs dans l'embarras. « Le vote a clairement fait savoir à nos employeurs que nous n'accepterions rien de moins qu'une convention collective équitable », a déclaré Brad McKaig, président du comité de négociation de la section locale 1975.

Le 29 novembre 2007, à peine deux jours après le vote, le gouvernement de droite nouvellement élu de la Saskatchewan annonçait l'imposition d'une loi de retour au travail si les deux parties n'arrivaient pas à s'entendre rapidement. L'accord de principe, conclu deux jours plus tard, renvoyait les litiges non réglés à l'arbitrage exécutoire.

La décision arbitrale ne sera pas connue avant des mois, mais les membres du SCFP sont retournés au travail la tête haute. « La grève a galvanisé nos membres et uni la communauté universitaire, a soutenu Linda Reiber, membre du comité de négociation de la section locale 1975 du SCFP. Nous avons montré à nos employeurs à quoi ressemble la solidarité – et ils ne l'oublieront pas de sitôt. »

■ Beth Smillie



Un conflit qui s'étire



Lucie Butler, présidente de la section locale 2808 du SCFP.



Jocelyne Martineau, présidente de la section locale 1872 du SCFP.



Denis Bolduc, président de la section locale 1450 du SCFP.

Photos : Murray Mosher

Le lock-out décrété par l'employeur au *Journal de Québec* le 22 avril se poursuit. Au moment d'aller sous presse, les travailleurs en lock-out avaient demandé l'arbitrage exécutoire pour tenter de régler ce conflit qui dure depuis de longs mois.

Le quotidien de la Vieille Capitale – maintenant publié par la direction, incluant les 14 « cadres » additionnels engagés juste avant le conflit – est devenu un remplacement de lui-même. Tout le monde à Québec le sait. Les animateurs de radio le soulignent régulièrement et l'un d'eux a même qualifié de « torchon » l'actuel *Journal de Québec*.

Au Québec, il existe une loi anti-scab et c'est en vertu de cette loi que la Commission des relations du travail (CRT) a émis, le 24 août, une ordonnance contre quatre personnes qui faisaient le travail de salariés en conflit. D'autres plaintes ont été déposées à la mi-octobre et au début novembre. Au total, 16 personnes, qui

pourraient bien être reconnues comme scabs, devront s'expliquer devant la CRT sur le travail qu'ils font au *Journal*.

À une conférence internationale de UNI Graphic tenue à Lima, au Pérou, en décembre 2007, des travailleurs du Québec ont expliqué les pratiques syndicales en vigueur chez Québecor, tant au Canada qu'ailleurs dans le monde.

En attendant, chaque jour, c'est aux quatre coins de la ville de Québec, par temps gris et par temps sec, que les 252 membres du SCFP aux prises avec ce conflit poursuivent leur lutte et distribuent leur quotidien gratuit, le *MédiaMatinQuébec*.

■ Robert Bellerose

Le *MédiaMatin* est disponible sur Internet à mediamatinquebec.com. Une vidéo de la distribution quotidienne est aussi accessible sur Youtube : youtube.com/watch?v=e6gNMAYukTw

À la mémoire de Donalda MacDonald



Le 20 janvier 2008, la consœur Donalda MacDonald nous a quittés après une bataille de 6 mois contre le cancer; elle nous manquera beaucoup. Mais elle nous laisse un extraordinaire héritage en la personne des nombreuses femmes qu'elle a aidées et des militantes aux côtés de qui elle a travaillé comme dirigeante syndicale à l'Île-du-Prince-Édouard et au Conseil exécutif national du SCFP.

En reconnaissance du travail de Donalda MacDonald et de la marque indélébile qu'elle a laissée au syndicat, le SCFP national a créé, en son nom, une bourse d'étude pour les femmes. Les membres du SCFP en profiteront pendant de nombreuses années.

Pour en savoir plus, consultez www.scfp.ca/ausujetduscfp/Donalda_MacDonald_t

Le fonds « Chantiers Canada », l'agence de choix pour la privatisation

Avec grand éclat, le ministre des Finances Jim Flaherty a annoncé un programme de 33 milliards de dollars, appelé « Chantiers Canada », dans son budget de 2007-2008. La part du lion de ce fonds ira à l'amélioration de l'infrastructure commerciale, comme le corridor Asie-Pacifique. Pourtant, la Fédération canadienne des municipalités avait estimé l'actuel déficit de l'infrastructure à 123 milliards de dollars.

« Des 33 milliards de dollars du fonds Chantiers Canada, 12 milliards iront aux partenariats public-privé – ou PPP, affirme Paul Moist, président national du SCFP. Malgré tous les faits montrant clairement que les partenariats public-privé coûtent plus cher, sont moins efficaces et manquent de transparence, le programme Chantiers Canada institutionnalise la privatisation des services publics comme canal privilégié de l'investissement public dans l'infrastructure. »

« La proposition d'un incitatif financier pouvant aller jusqu'à 25 % pour les projets de PPP est contraire au principe de l'égalité de traitement, selon Toby Sanger, économiste du SCFP. En outre, en liant le financement de l'infrastructure aux PPP, on reconnaît implicitement que ces PPP ne sont pas attirants en soi. »

Ici, il y a vraiment deux poids, deux mesures. D'un côté, le gouvernement Harper oblige les demandeurs à étudier en profondeur la possibilité d'un PPP avant d'être admissibles à un financement fédéral en vertu du nouveau programme Chantiers Canada. De l'autre, il veut rendre extrêmement difficile le recours au pouvoir de dépenser du fédéral pour combler des besoins sociaux, comme l'apprentissage et la garde de jeunes enfants, le logement et l'itinérance, la formation, la santé, l'assurance-médicaments et d'autres services sociaux. « C'est tout simplement une mauvaise politique », conclut Paul Moist.

■ Catherine Louli

Candidates et candidats du SCFP en Ontario :

Henry Bosch	Section locale 1019 du SCFP, St. Catharines
Ric Dagenais	SCFP national, Ottawa-Vanier
Henri Giroux	Section locale 146 du SCFP, Nipissing
John Grima	Section locale 82 du SCFP, Essex
Shaïla Kirbria	Section locale 1281 du SCFP, Mississauga-Erindale
Pauline Kulhman	Section locale 5666 du SCFP, Leeds Grenville
Gail McCabe	Section locale 3903 du SCFP, Mississauga-Streetsville
Nigel Moses	Section locale 3902 du SCFP, Whitby-Oshawa
Catherine Robinson	Section locale 2936 du SCFP, Durham
Sid Ryan	Président du SCFP-Ontario, Oshawa
Antoni Shelton	Adjoint exécutif au président du SCFP-Ontario, York West

Nombre sans précédent de candidatures du SCFP aux élections ontariennes

Ce dessin, conçu par le SCFP national, était au cœur de la campagne « Putting People First » (Les gens d'abord) pendant les élections provinciales ontariennes.



Un nombre sans précédent de candidats du SCFP ont remporté la course à l'investiture néo-démocrate dans leurs comtés en vue des élections provinciales ontariennes du 10 octobre 2007.

Sous le thème « Putting People First » (Les gens d'abord), le SCFP a rallié les membres et le public et organisé de nombreuses activités partout dans la province. Notre autobus de campagne électorale a franchi plus de 7 800 kilomètres. Plus de 50 000 dépliantes – expliquant que les

libéraux et les conservateurs sont les deux côtés de la même médaille – ont été distribués aux membres et à la population.

Des centaines de membres et de conseillers du SCFP se sont joints à la campagne. Des réunions de leadership régionales, auxquelles les candidats du NPD étaient invités à prendre la parole, à rencontrer nos membres et à expliquer leur programme, ont eu lieu dans tous les coins de la province. Ces assemblées ont attiré beaucoup de monde et de nombreux membres

du SCFP se sont engagés sur le champ à appuyer leur candidate ou candidat local.

Les confrères et consœurs du SCFP ont donné énergie, temps et argent pour appuyer les candidats du SCFP, de même que d'autres candidats du NPD. Ils ont relevé la barre et généré plus de votes que jamais en braquant les projecteurs sur des enjeux cruciaux pour les travailleurs ontariens.

■ Wendy Forbes



Photo : Sébastien Goulet

Cette photo a été prise par le SCFP à la manifestation de Montebello contre le PSP le 20 août en après-midi; elle a fait plusieurs fois le tour du pays. Trois individus masqués, l'un armé d'une pierre et un autre d'une bouteille, ont été dénoncés comme fauteurs de troubles par des manifestants pacifiques. Ils ont ensuite traversé la ligne de policiers et ont été « arrêtés » – et ce cliché des semelles de leurs bottes a forcé la Sûreté du Québec à avouer qu'il s'agissait de ses propres agents!

Le SaskParty l'emporte

Au décompte des bulletins de vote le 7 novembre 2007, le Saskatchewan Party – créé à partir de l'ADN de conservateurs déçus – avait remporté plus de 50 % du vote populaire et 38 sièges, le NPD devant se contenter de 20 sièges seulement.

Le NPD proposait d'augmenter le salaire minimum, de le lier à la limite du faible revenu d'ici 2010 et de

l'indexer au coût de la vie – une mesure que les militants anti-pauvreté réclament depuis des années.

Lorne Calvert, leader du NPD, avait promis d'instaurer un régime universel d'assurance-médicaments, sur le modèle de son populaire régime pour les aînés. Le régime d'assurance-médicaments du SaskParty prévoit une protection limitée pour les personnes âgées et

les enfants. Le débat sur la question, qui a alimenté la campagne de quatre semaines, a clairement délimité les différences entre les deux partis politiques.

Mais, le jour des élections, le désir de changement après 16 années l'a emporté sur la promesse du NPD d'un avenir plus progressiste.

■ Beth Smillie



Le personnel du SCFP national, du bureau d'Ottawa et de Voyages WE est maintenant installé dans le nouvel édifice Stan-Little depuis la fin de novembre 2007. Malgré des chutes de neige record et le chaos qui accompagne tout déménagement, le personnel du SCFP a quitté ses anciens quartiers et emménagé dans un siège national à la fine pointe de la technologie environnementale, dans le quartier est d'Ottawa.

« L'édifice Stan-Little est au cœur de notre stratégie d'avenir, comme syndicat national, pour nos membres », a déclaré Claude Généreux, secrétaire-trésorier national du SCFP. Pour en savoir plus sur le nouvel édifice, lisez le mot du confrère Généreux, à la page 21.

■ Sébastien Goulet

Pour de plus amples détails sur les autres nouveaux édifices du SCFP à Cranbrook, en C.-B., Moncton, au N.-B. et Cornwall, en Ontario, et pour voir d'autres photos du nouvel édifice Stan-Little, allez à : www.scfp.ca/about/CUPE_national_office

Première rencontre nationale du secteur des services sociaux

Cent cinquante délégués ont assisté à la première rencontre nationale du secteur des services sociaux du SCFP, qui a lieu à Ottawa, du 21 au 23 novembre 2007.



Françoise David prend la parole devant les délégués à la rencontre nationale du secteur des services sociaux.

Linda Duxbury, conférencière invitée, a parlé de conciliation travail-famille avec humour, mais aussi en citant des faits incontestables, et a décrit les différences générationnelles dans les lieux de travail d'aujourd'hui.

De son côté, Françoise David, militante politique et sociale, a expliqué qu'il est important de transmettre des messages succincts et d'attirer l'attention des médias sur les enjeux qui nous touchent pour réussir nos campagnes en faveur de la justice sociale. Son allocution a précédé un après-midi d'ateliers consacrés à l'élaboration des messages à diffuser sur des enjeux précis et, comme le suggérait Linda Duxbury, en tenant compte des différences générationnelles.

■ Louise Leclair

Pour lire les travaux de la rencontre et entendre l'exposé de Françoise David, consultez : <http://scfp.ca/servicessociaux/>
On peut aussi se procurer des copies imprimées du discours de Linda Duxbury à info@cupe.ca

Les services publics au cœur de la solution



Les choses que nous tenons pour acquises – l'eau potable salubre, un logement adéquat, un hôpital accessible, une école pour nos enfants – ne sont qu'un rêve lointain pour beaucoup trop de nos contemporains. Par exemple, aujourd'hui :

- 4 000 enfants mourront de diarrhée provoquée par une eau potable insalubre.
- 1 400 femmes mourront des suites de leur grossesse ou de leur accouchement, faute de soins.
- 80 millions d'enfants, la plupart des filles, n'iront pas à l'école.

- Un milliard de personnes n'auront toujours pas d'eau potable.
- Une personne sur trois n'aura pas accès à des installations sanitaires adéquates.

Joanne Webb, membre du Conseil autochtone national du SCFP, ramène ces enjeux au Canada : « Les Autochtones vivent souvent dans des conditions d'extrême pauvreté et n'ont pas accès aux services publics – eau, soins de santé, éducation, logement et services sociaux – qui assurent la santé de nos collectivités. »

Comment pouvons-nous assurer l'accès à l'eau potable, aux services

d'assainissement, aux soins de santé et à l'éducation? La réponse est la même partout : grâce aux services publics! « En luttant contre la privatisation et en travaillant à la consolidation des services publics, nous créons et nous protégeons des emplois de qualité pour les Autochtones, affirme M^{me} Webb. Nous garantissons aussi les services dont nous avons besoin pour assurer la force, la santé et le dynamisme de nos collectivités, ce qui est essentiel. »

Cette année, le SCFP a entrepris une campagne avec Oxfam-Canada et Oxfam-Québec pour promouvoir

le rôle indéniable des services publics comme outils dans la lutte contre la pauvreté. Dans le cadre de cette campagne, des milliers de personnes ont signé des cartes postales demandant au premier ministre de stopper la privatisation et de respecter les engagements pris par le Canada en matière de réduction de la pauvreté dans le monde. Le stand d'Oxfam-Canada au congrès national du SCFP de 2007 a été très populaire. « Les délégués m'ont étonné par leurs questions et par leur intérêt pour les enjeux mondiaux », a souligné Bill Hynd, membre de la section locale 2722 du SCFP et coordonnateur de la campagne SCFP-Oxfam.



Photo : Murray Mosher

Des moyens d'action ont été entrepris conjointement avec Oxfam en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve. Et la lutte continue. Le SCFP et Oxfam prévoient organiser des activités pour marquer la Journée mondiale de l'eau (22 mars) et la Journée mondiale du

SIDA (1^{er} décembre), et le SCFP suit de près les grandes conférences de décideurs comme le G-8 et l'OMC.

■ Alexandre Boulerice, avec une documentation de Karin Jordan

Vous voulez changer le monde? Joignez-vous à cette lutte, organisez des activités dans votre communauté ou à votre lieu de travail. Communiquez avec nous, ou consultez le site Web du SCFP pour avoir de plus amples détails sur les activités à venir à : http://scfp.ca/justice_mondiale/

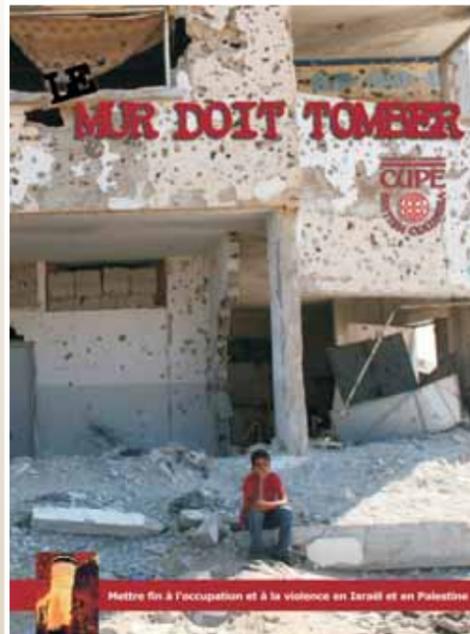
Le Congrès 2007

était l'un des plus grands congrès de notre histoire : 2 054 délégués,



Photo : Mike Scott, section locale 30 du SCFP

Le mur doit tomber



Pour tant de personnes – y compris l'auteur de cet article – le conflit au Moyen-Orient est un dossier complexe et confus. Heureusement, on peut désormais consulter une ressource documentaire facile à lire. Le comité de solidarité internationale du SCFP de la C.-B. a publié une nouvelle édition de son livre *Le mur doit tomber*.

Rempli de données tirées de rapports récents d'Amnistie internationale, des Nations Unies et de la Banque mondiale, *Le mur doit tomber* comprend aussi des cartes géographiques, des tableaux et des photographies qui expliquent l'histoire du conflit, incluant la participation du Canada et l'impact de l'occupation sur les Palestiniens. Comme le souligne dans l'introduction le président de la division Barry O'Neill, le livre de 36 pages « n'est pas un énoncé de position officiel mais plutôt une ressource pour les membres intéressés, tant au syndicat que dans la collectivité, qui donne la parole aux mouvements de paix israélien et palestinien, souvent exclus des grands médias ».

Le message final en est un de résistance et d'espoir, illustré par les descriptions de campagnes en cours pour mettre fin à l'occupation et abattre le mur israélien.

■ Pat Daley

On peut commander des exemplaires du livre en envoyant un courriel à info@cupe.bc.ca



Photo : Murray Mosher

Le maire de Toronto David Miller a souhaité la bienvenue dans sa ville aux membres du SCFP. Il les a remerciés pour leur engagement à l'égard des services publics, des collectivités et des quartiers et les a incités à utiliser leur voix pour réclamer un meilleur financement pour les municipalités de tout le Canada.

dont 40 % assistaient à leur premier congrès et 52 % étaient des consœurs, se sont réunis à Toronto du 14 au 19 octobre. Dans les pages qui suivent, les membres du personnel des communications du SCFP national rappellent les faits saillants de cette semaine historique.



L'interprétation en langage gestuel était offerte au congrès.

Photos : Murray Mosher

Le congrès adopte le document d'orientation stratégique 2007–2009

À la quasi-unanimité, les délégués du 23^e congrès national du SCFP ont adopté le programme d'orientation stratégique du syndicat pour 2007–2009.

Le document établit trois grandes priorités stratégiques. La première, la campagne de riposte du SCFP, prévoit un engagement de plusieurs millions de dollars, en plus des campagnes à frais partagés et des activités politiques connexes. Le but est de

emplois et à l'équité salariale, au lobbying du gouvernement fédéral pour un règlement rapide des revendications territoriales autochtones et à des outils additionnels pour sensibiliser les gens aux droits des personnes handicapées. Elle aborde la nécessité d'accroître la participation des femmes aux structures du SCFP et de les aider à obtenir des gains mesurables à la table de négociation et dans des enjeux de politique sociale.

La troisième priorité est l'atteinte de cibles précises en environnement et l'édification de la solidarité internationale. Le plan prévoit l'élaboration d'une politique et d'un plan d'action sur les changements climatiques et le réchauffement de la planète afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il propose des moyens d'action que les membres et les sections locales du SCFP peuvent mettre en œuvre pour instaurer des changements

regrouper les connaissances et le savoir-faire en recherche, en éducation, en communication et en organisation du syndicat pour réagir aux événements d'actualité et aux menaces de privatisation. Cette priorité porte spécifiquement sur la lutte aux mauvais accords de commerce, sur la dynamisation des collectivités par la promotion des services publics et sur l'influence des politiques gouvernementales par l'action politique.

La deuxième priorité vise le renforcement du pouvoir de négociation et l'atteinte de l'égalité. Les cibles incluent un salaire minimum de 15 \$ l'heure et un régime de retraite pour tous les membres du SCFP d'ici 2013. La priorité vise aussi l'obtention d'un régime d'assurance-maladie complémentaire et accorde une grande importance à l'évaluation des



Tout au long de la semaine du congrès, les délégués ont été divertis par un charmant programme culturel, qui comprenait entre autres cette performance de Samba Elégué.

positifs dans nos foyers, nos lieux de travail et nos collectivités. Un plan sur l'énergie sera aussi mis au point. Cette troisième orientation stratégique comprend un plan biennal pour poursuivre la lutte internationale pour la protection et la promotion des services publics partout dans le monde.

✎ Pour consulter le document d'orientation stratégique, allez à : <http://scfp.ca/congres07>

Conférencière principale



Buffy Sainte-Marie

Il est plutôt rare qu'une auteure-compositrice « oscarisée » offre aux délégués une performance *a capella* d'une chanson de son prochain disque. Pourtant, c'est exactement qui s'est passé cette année lorsque la légendaire Buffy Sainte-Marie a pris la parole au congrès, et les délégués sont tombés sous le charme.

Dans son discours, M^{me} Sainte-Marie a abordé de nombreux sujets qui touchent nos membres : éducation, égalité, action politique, culture, histoire. Elle a expliqué les différentes façons d'apprendre, en parlant de son projet « Cradleboard », qui propose un curriculum complet (géographie, science, études sociales et musique) de la 3^e à la 12^e année selon la perspective des Premières Nations.

Buffy Sainte-Marie a aussi parlé de paix et a lu son poème *The War Racket* – avec une traduction simultanée en langage gestuel (ASL) et distribution du texte français – un œuvre qui ne fait pas dans la dentelle :

*C'est comme ça qu'on fait
À peu près tous les trente ans
Les riches remplissent leurs coffres
Les yeux des pauvres se remplissent de larmes
Les jeunes remplissent les cercueils
Les vieux accrochent des couronnes mortuaires
Les politiciens se font photographier avec leur nom au-dessous*

Après son exposé, Buffy Sainte-Marie a répondu aux questions des membres du Conseil autochtone national et les a remerciés pour tout ce qu'ils font, notamment dans la campagne pour libérer Leonard Peltier. Plus tard ce jour-là, de façon informelle, M^{me} Sainte-Marie a souligné l'énergie positive et la sensibilité des membres et du personnel du SCFP qu'elle a rencontrés au congrès.

✎ Pour en savoir plus sur le projet « Cradleboard », consultez www.cradleboard.org

La solidarité dans l'action



Denis Bolduc, porte-parole des travailleurs lockoutés du Journal de Québec, et Paul Moist, président national du SCFP, partagent l'enthousiasme de ce moment de solidarité.

Les délégués au congrès ont été témoins d'un grand moment de solidarité, le mercredi 17 octobre. Immédiatement après la traditionnelle photo du congrès, quatre sections locales en grève ou en lock-out ont été invitées à monter sur scène. D'abord, les présidents des trois sections locales du SCFP du *Journal de Québec* ont parlé du lock-out que leur avait imposé Quebecor/Sun Media six mois auparavant. Puis, les membres des sections locales 15 et 391 du SCFP de la bibliothèque publique de Vancouver, en grève depuis 15 semaines, ont décrit leur lutte. Les deux interventions ont touché les délégués et beaucoup de membres ont pris d'assaut les microphones pour proclamer, avec fermeté et fierté, leur soutien à ces luttes. Ce soutien s'est traduit par un montant de 98 000 \$, ensuite arrondi à 100 000 \$ et apparié par le SCFP national. En même temps, au Québec et en Colombie-Britannique, les membres de ces sections locales pouvaient entendre la vague d'appui grâce à l'audio en direct sur le site Web du SCFP.

La journée internationale pour l'élimination de la pauvreté



Photo : Mike Scott, section locale 30 du SCFP
Le 17 octobre, les délégués au congrès du SCFP ont participé en grand nombre au rassemblement anti-pauvreté, qui a établi un record mondial.

L'élimination de la pauvreté, tant localement que mondialement, est une responsabilité que nous devons tous partager. Les délégués du congrès et des militants sociaux communautaires qui ont marché et manifesté le 17 octobre pour souligner la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté étaient bien d'accord. Les délégués ont montré leur solidarité avec 38 millions de personnes dans 110 pays. Les militants communautaires anti-pauvreté ont aussi participé, avec les travailleurs en lock-out du Holiday Inn (UNITE-HERE, section locale 75), au rassemblement de Toronto. Cette manifestation tenue à l'échelle de la planète a fracassé un record mondial Guinness ! Les services publics et les lois du travail strictes qui protègent les travailleurs à faible salaire sont de puissants outils contre la pauvreté et comptent parmi les meilleurs moyens pour s'attaquer à l'inégalité, ont affirmé plusieurs de ceux qui ont pris la parole à la manifestation.



Le Groupe de travail attire l'attention sur les enjeux propres aux femmes

Photo : Murray Mosher
Les déléguées appuient les résolutions du GTNPF et chantent « nous sommes les femmes du syndicat et notre lutte ne fait que commencer... » dans la salle du congrès.

D'une conférence nationale des femmes sur les négociations jusqu'aux régimes de retraite et l'équité salariale, en passant par la formation en leadership et l'élimination du harcèlement au syndicat, les enjeux soulevés par le Groupe de travail national sur la participation des femmes (GTNPF) ont souvent occupé l'avant-scène au congrès. En plus du soutien à la lutte contre la privatisation et les réductions de programmes, les délégués ont appuyé des moyens à prendre à tous les niveaux pour promouvoir l'égalité, tant au SCFP que dans nos collectivités.

La vidéo d'ouverture du GTNPF a suscité une ovation debout. Et les organismes à charte du SCFP ont envoyé au congrès un nombre record de résolutions – plus de 170 – portant sur les femmes et d'autres membres de groupes en quête d'égalité. Les thèmes abordés par le GTNPF ont trouvé écho chez les intervenants aux micros,

dont beaucoup assistaient à un congrès pour la première fois.

« C'est grâce au programme 'La voix/voie des femmes' que j'ose prendre la parole au micro aujourd'hui », a dit Veriline Howe, de la section locale 2191 du SCFP. Les délégués au congrès ont adopté une résolution offrant aux membres plus d'occasions de suivre ce cours destiné aux femmes du SCFP.

Les femmes – et les hommes – ont parlé de mentorat pour les femmes et d'un code de conduite à adopter pour rendre le syndicat plus accueillant. D'autres ont parlé de régimes de retraite, de la nécessité de communiquer avec les membres handicapés et de l'importance de tenir compte des barrières à la participation et à la représentation des femmes au SCFP.

Les recommandations du GTNPF contenaient aussi des mesures structurelles pour garantir un minimum de sièges réservés aux femmes au Conseil exécutif national. Même si plus de la

moitié des délégués (55 pour cent) ont appuyé le changement structurel, il aurait fallu 188 votes de plus pour modifier les statuts du SCFP. Néanmoins, les élections ont permis d'accroître la représentation des femmes à six sièges, comparativement à trois, au Conseil exécutif national de 23 membres.

« Nos recommandations ont semé les germes d'une nouvelle croissance du militantisme au SCFP... pour un avenir où nos différences nous uniront dans notre lutte pour une meilleure qualité de vie pour tous », a déclaré Sheryl Burns, membre du GTNPF pour la C.-B.

Nos délégués, champions de la justice sociale

Parmi les résolutions adoptées au dernier congrès national, beaucoup réaffirment le rôle du SCFP dans la défense du bien commun et des services publics à l'échelle du pays.

Les délégués du SCFP ont adopté un ambitieux plan d'action de deux ans en vertu duquel le SCFP national doit mener une campagne pancanadienne pour promouvoir les soins de santé publics, un programme d'assurance-médicaments, la lutte contre la privatisation et les PPP et des normes minimales enchâssées dans la loi pour les soins de longue durée et les soins à domicile.

Des programmes nationaux de services de garde à l'enfance publics et accessibles sont une priorité. Le SCFP national adoptera une politique de l'énergie axée sur la propriété publique de l'énergie et la transition vers des sources d'énergie renouvelables dans le but d'atteindre les objectifs de Kyoto. En outre, le SCFP surveillera de près le projet de Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP), l'ACIMMO, l'Atlantica et d'autres mauvais accords de commerce, ainsi que le dossier de la concentration de la presse – illustrée par le cas de Global Television, qui a brisé la promesse



qu'il avait faite au CRTC de garder une salle de nouvelles à Québec.

Sur la scène internationale, les délégués du SCFP ont appelé au renforcement des sanctions économiques contre la dictature en Birmanie (Myanmar) et à la mobilisation pour mettre fin à l'intervention militaire canadienne en Afghanistan.

Échange de stratégies pour lutter contre la privatisation



Norma Stephenson (à gauche) et Angela Lynes, dirigeantes de UNISON.

Le plus grand syndicat du Royaume-Uni, UNISON, en connaît long sur la lutte à la privatisation. Les leaders du syndicat de 1,3 million de membres – dont 1 million sont des

Enfin, d'autres résolutions renforcent le fonctionnement interne de notre syndicat, notamment en aidant les petites sections locales à participer aux événements nationaux et en rendant les activités nationales plus accessibles aux membres ayant un handicap.

femmes – ont fait part de leur expérience et de leurs victoires aux délégués du congrès national de 2007. Norma Stephenson, présidente de UNISON, et Angela Lynes, membre du comité exécutif national de Glasgow, en Écosse, et l'une des principales négociatrices du syndicat, ont toutes deux affirmé comprendre profondément nos luttes pour la protection des services publics. La seule différence, c'est qu'elles commencent à voir la lumière au bout du tunnel. « Ce qui est bien, a souligné Norma Stephenson, c'est que nous avons commencé à chasser des entreprises comme Sodexo, Compass et d'autres. Malheureusement, je pense que nous les avons repoussées sur vos rives. »



Photo : Murray Mosher

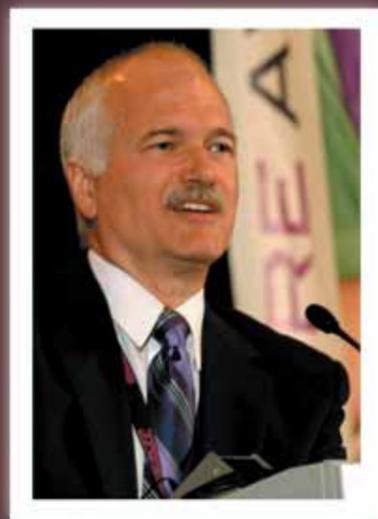


Photo : Murray Mosher

Jack Layton, leader du NPD fédéral, a parlé des besoins des familles des travailleurs et a remercié les délégués de « s'attaquer à ces enjeux comme aucun autre syndicat ne le fait ». « Je suis fier du travail accompli par les membres du SCFP de tout le pays », a-t-il déclaré. Au sujet de la privatisation des soins de santé, M. Layton a affirmé que les « dollars destinés aux soins de santé ne doivent pas être dirigés vers Bay Street. Ils doivent plutôt servir à améliorer notre système public ».

Récipiendaires de prix



Donalda MacDonald, présidente du SCFP de l'Î.-P.-É., membre du Conseil exécutif national et militante depuis plus de 25 ans, a reçu le Prix Grace-Hartman au congrès de 2007. M^{me} MacDonald s'est dite « extrêmement heureuse et honorée » de recevoir le prix. « Le pouvoir du syndicat est vraiment immense, a-t-elle déclaré, surtout pour les femmes. » Donalda MacDonald a aussi insisté sur son engagement à mettre en œuvre les « grandes recommandations [du GTNPF] afin de réaliser des progrès tangibles ».

Ed Thomas, membre actif de la section locale 5167 du SCFP, est un décrocheur qui a surmonté ses propres problèmes d'alphabétisation et qui a fini par écrire plusieurs livres sur les syndicats. Il a reçu le deuxième Prix d'alphabétisation du SCFP. « Beaucoup de gens croient que l'alphabétisation, ce n'est pas très important, a déclaré Ed Thomas. Erreur ! L'alphabétisation confère du pouvoir à nos membres militants et leur donne la confiance nécessaire pour participer aux affaires syndicales. »



La fille de la consœur Sylvia Diamond, Margaret Scanlan.

Le premier Prix du SCFP national pour le militantisme en faveur des personnes ayant un handicap a été remis à titre posthume à la consœur Sylvia Diamond. La consœur Diamond était membre de la section locale 4222 et membre de la première heure du Groupe de travail national du SCFP sur les personnes ayant un handicap. Sa fille, Margaret Scanlan, a reçu le prix en son nom. « Ma mère aurait été honorée et très fière de recevoir ce prix, a-t-elle confié aux délégués. Si elle était ici aujourd'hui, elle dirait sans doute qu'il faut essayer de voir la personne et non son handicap. »

Michael J. Murphy, membre de la section locale 1615 du SCFP (Université Memorial) et militant infatigable, a remporté le Prix en santé-sécurité du SCFP. M. Murphy a aidé à mettre en place et à contrôler des procédures sécuritaires pour la réfection des toits afin d'éviter toute exposition à l'amiante, en plus de s'attaquer à d'autres dossiers en santé et sécurité à l'université.



Photos : Murray Mosher

Leo Cheverie, président de la section locale 1870 du SCFP (Université de l'Île-du-Prince-Édouard), ancien membre du Conseil exécutif national et militant de longue date pour la justice sociale, a reçu le Prix des anciens 2007 attribué par l'Entraide universitaire mondiale du Canada pour sa contribution exceptionnelle au développement international.



Au petit déjeuner du Prix des communications.

À chaque congrès biennal, le SCFP national rend hommage à des gens qui aident les membres à mieux communiquer. Cette année, le Prix des communications comprenait une catégorie pour la meilleure photographie, ainsi que pour les bulletins de nouvelles et sites Web, en français et en anglais. Les gagnants se sont rendus sur le podium pour recevoir un certificat de réussite. Ils ont aussi reçu un sac à dos du SCFP au petit déjeuner des communicateurs.

Soutien aux travailleurs d'hôtel en lock-out



De nombreux délégués du congrès du SCFP ont manifesté leur appui aux travailleurs en lock-out du Holiday Inn.

Le 28 septembre 2007, le Holiday Inn de Toronto a décrété un lock-out partiel et jeté ses employés des services aux chambres et des restaurants à la rue. L'entreprise refusait de signer une convention collective qui aurait la même date d'expiration que tous les autres hôtels de Toronto. Après avoir annulé leurs réservations à cet hôtel, les délégués du SCFP ont marché

dans les rues de Toronto jusqu'au Holiday Inn de la rue King pour appuyer les membres lockoutés de la section locale 75 de UNITE-HERE. Lorsque la grève s'est réglée plus tard à l'automne, les membres de UNITE-HERE ont déclaré que le moyen d'action entrepris par le SCFP les avait aidés à gagner.

Pour voir la liste complète des gagnants des prix des communications, consultez : <http://scfp.ca/congres07/prixdescommunications07>



Ken Georgetti, président du Congrès du travail du Canada, a salué les délégués au nom des 3,2 millions de membres affiliés au CTC : « Comme président du Congrès du travail du Canada, je suis ici pour vous dire que l'ensemble du mouvement syndical vous appuie et que nous lutterons avec vous contre la privatisation dans tous les coins du pays. » Ken Georgetti a aussi souligné le travail accompli par le SCFP tant au pays que sur la scène internationale. « Le SCFP comprend que le développement international est impossible sans les travailleurs et sans la solidarité des travailleurs au-delà des frontières », a-t-il conclu.

LE SCFP AU CANADA

Les membres de la C.-B. luttent sur de nombreux fronts



Après une volatile première série de négociations dans le Lower Mainland et une grève de près de 12 semaines pour les sections locales 15, 391 et 1004 du SCFP, mais beaucoup moins longue pour la section locale 389, 17 conventions collectives des secteurs des municipalités et des bibliothèques ont été ratifiées. Toutefois, quelques sections locales de la région et d'ailleurs dans la province sont toujours sans contrat de travail.

Pendant que les sections locales municipales du SCFP de la région métropolitaine de Victoria concluaient aussi des règlements, la section locale 410 du SCFP, qui représente les travailleurs de bibliothèque de cette même région, a dû avoir recours à des moyens de pression intermittents en faveur de l'équité salariale depuis septembre. « C'est la toute première fois que nous exerçons des moyens de pression et je suis fier du courage et de la créativité dont nos membres font preuve dans cette lutte très difficile », a déclaré Ed Seedhouse, président de la section locale 410 du SCFP.

■ Roseanne Moran

Les libéraux de la Colombie-Britannique semblent déterminés à imposer une loi qui démantèlera la gouvernance démocratique du système de transport en commun du Lower Mainland. Gerry Cunningham, président de la section locale 7000, croit que la loi « éliminera la participation et le contrôle locaux du transport en commun et installera un conseil d'administration formé de personnes nommées qui appliqueront l'idéologie libérale sans poser de questions ».

commerce, l'investissement et la mobilité de la main-d'œuvre (ACIM-MO). Et, dans la région métropolitaine de Victoria, de nouvelles publicités en faveur du traitement public des égouts ont été dévoilées sur les autobus à deux étages. Kim Manton, coordonnatrice de la campagne de la section locale 1978 du SCFP, est « très heureuse du soutien populaire qui gagne constamment du terrain ».

Au service du public en Alberta



En novembre 2007, le président national Paul Moist et la députée néo-démocrate fédérale Olivia Chow se sont rendus en Colombie-Britannique pour appuyer les militantes des services de garde à l'enfance du SCFP et de la communauté. Ils en ont profité pour attirer l'attention sur les grandes chaînes de garderies qui sont en train de s'installer dans la province, aidées par un financement du gouvernement de la C.-B. et par des changements réglementaires.

Sur une note plus positive, les libéraux de la province ont retiré leur loi sur l'application de l'Accord sur le

Des PPP ont été proposés pour un nouvel aréna à Edmonton, un hôpital à Grande Prairie et 18 écoles à Calgary et à Edmonton. Si des entreprises sont capables de s'emparer de services publics dans une province aussi riche que l'Alberta, ce sera encore plus difficile de contrer les PPP dans les provinces à court d'argent. Le SCFP-Alberta a mené une recherche sur le coût réel des PPP qui sera rendue publique au tout début de 2008.

(suite à la page 18)



Les membres du SCFP ont participé à des barbecues et à des défilés cet été à Westlock, en Alberta.

Les membres de la section locale 3421 du SCFP (paramédics) ont été extrêmement déçus de la décision rendue l'été dernier par un arbitre nommé par le gouvernement. Malgré une économie très prospère, la décision limitait les paramédics de Calgary à une hausse de 12 % pendant la durée de la convention et rejetait les arguments du syndicat en faveur du rajustement au marché et de l'indexation aux autres occupations à la Ville. La section locale 3421 du SCFP entreprendra une campagne de sensibilisation publique sur la valeur de son travail au cours des mois à venir.

Les membres du SCFP qui suivent ont été élus :

David Blair	Section locale 1505 du SCFP, Municipalité de Wood Buffalo
Brenda Carter	Section locale 3705 du SCFP, Ville de Valleyview
Myrna Lanctot	Section locale 1038 du SCFP, Village de Donnelly
Alice McLaughlin	Section locale 1606 du SCFP, Division scolaire Buffalo Trail
Rick Poole	Section locale 838 du SCFP, Ville de Blackfalds
Therese Taschuk	Section locale 4575 du SCFP, Ville de Smoky Lake
Will Taylor	Section locale 1012 du SCFP, Ville de Blackfalds
Dave Thiele	Section locale 30 du SCFP, Ville d'Edmonton



Lyle Fish (à gauche), Jay Pratt (3^e à partir de la d.), Debra Hornsby (2^e à partir de la d.) et Karen Schoorstra (à droite), membres de la section locale 4318 du SCFP, avec le conseiller syndical du SCFP Kirk Oates (2^e à partir de la g.).

Le bureau du SCFP national a fait preuve d'une grande générosité en appariant le don de 25 000 \$ présenté par la section locale 4318 du SCFP à la campagne du personnel du Banff Centre. La nouvelle bourse d'étude du SCFP crée un fonds de 50 000 \$ pour les artistes de toutes les disciplines au Banff Centre, qui pourrait recevoir un montant équivalent d'un programme du gouvernement fédéral. « Nous sommes extrêmement fiers que la campagne du personnel soit appuyée par le SCFP national et nous remercions Jay Pratt [président, section locale 4318 du SCFP] et l'exécutif qui ont rendu cet appui possible », a déclaré Karen Schoorstra, coprésidente de la campagne du personnel.

■ Audra Williams



Des campagnes particulières en Ontario

Le soutien à l'énergie publique demeure solide en Ontario, selon des sondages menés pour la Coalition de l'électricité de l'Ontario pendant la campagne électorale provinciale de l'automne 2007. La section locale Un du SCFP, la section locale 4400 du SCFP, le Comité de coordination des employés municipaux de l'Ontario et d'autres syndicats, avec l'appui financier de la Caisse nationale de défense du SCFP, ont mené une campagne vigoureuse pour faire de l'énergie publique un enjeu des élections provinciales. Paul Kahnert, infatigable défenseur de l'énergie publique, tra-

vaille de Toronto Hydro et membre de la section locale Un du SCFP, a pris la route pour livrer son message dans six villes de la province. La Coalition a aussi forgé de nouvelles alliances avec les militants pour l'environnement.

Aussi pendant la campagne électorale, la Coalition « Fair Deal for Our City » (L'équité pour notre ville) – une énergique coalition de groupes syndicaux, communautaires et de justice sociale de Toronto – a défendu une taxe sur les transferts fonciers à la Ville de Toronto et de nouveaux frais d'immatriculation pour les véhicules. Les sections locales 79 et 416 ont pris la tête de la campagne et le projet de taxe a été approuvé, malgré la victoire des libéraux de McGuinty aux élections.

À Cornwall, la section locale 234 du SCFP a entrepris une lutte pour



Les membres du Québec ouvrent de nouvelles voies

Après plus de trois ans, la section locale 2500 du SCFP a conclu une entente le 1^{er} novembre 2007 sur l'équité salariale avec l'Université Laval. Il s'agissait d'un grand jour pour nos membres, dont la majorité sont des femmes. C'était le premier règlement en équité salariale dans le secteur universitaire au Québec.

Ça se corse à la Société de transport de Montréal (STM). Après plus d'un an de négociations, les 3750 chauffeurs d'autobus, opérateurs de métro et employés de services connexes de la STM ont voté, le 13 novembre dernier, à 97 % en faveur d'un mandat de grève générale, à exercer au moment jugé opportun. Québec a nommé un conciliateur dans le dossier pour faire débloquer les pourparlers.

empêcher la Ville de Cornwall de remplacer deux arénas par un mégacomplexe en PPP. Après un vibrant discours de lancement de campagne prononcé par le président national Paul Moist, le SCFP a distribué des dépliants et des affiches, a couvert Cornwall d'autocollants anti-PPP et a préparé un document d'information détaillé sur les PPP à l'intention des conseillers municipaux et des médias locaux de Cornwall. Selon les derniers rapports, le conseil est divisé sur la question des PPP et les demandes de propositions ne seront pas émises avant le printemps. La section locale 234 du SCFP gardera les projecteurs braqués sur ce dossier.

■ Wendy Forbes

Dans une sortie médiatique fort remarquée, nos membres de la section locale 3642 du SCFP, au service d'Urgences Santé – ils prodiguent des conseils aux personnes en attente d'une ambulance – ont fait connaître leurs piètres conditions de travail grâce à une vidéo qui illustre les conditions qu'endurent ces travailleurs : stress intense, drames humains, heures supplémentaires indues, difficultés de recrutement, faibles salaires.

■ Alexandre Boulerice



Une travailleuse du centre d'appel et membre de la section locale 3642 du SCFP répond aux appels d'urgence malgré ses piètres conditions de travail.

On peut voir la vidéo, financée en partie par le Fonds de défense du SCFP, sur le site du SCFP-Québec (scfp.qc.ca) en cliquant sur le logo d'Urgences Santé : <http://scfp.qc.ca/modules/pages/index.php?id=71>



Des gains, petits et grands, en Nouvelle-Écosse



Le maire de la municipalité régionale de Halifax signe une première convention collective avec la section locale 4814 du SCFP, qui représente 140 brigadiers scolaires.

En Nouvelle-Écosse, la fête du Travail a servi de toile de fond au lancement d'une campagne organisée par une coalition de sept syndicats contre le gouvernement MacDonald qui veut retirer leur droit de grève à 32 000 travailleurs de la santé et des services communautaires, dont près de 9 000 mem-

bres du SCFP. Jusqu'à maintenant, la campagne a connu un vif succès et les syndicats jouissent désormais de l'appui des deux partis d'opposition contre le projet de loi.

Petite, mais importante victoire : Lynn Howes, présidente de la section locale 4745 du SCFP (éducatrices

(suite à la page 20)



Conception : Union Communications



Danny Cavanagh, président du SCFP-N.-É., se joint à des travailleuses de la santé membres du SCFP pour protester contre le gouvernement MacDonald, qui veut retirer leur droit de grève à 32 000 travailleurs de la santé et des soins communautaires.

de la petite enfance), a convaincu la ministre des Services communautaires de faire une place pour une EPE dans son groupe de travail provincial.

À la mi-novembre, un nombre record de militants du SCFP de la Nouvelle-Écosse se sont rassemblés à Halifax dans le cadre de la première conférence d'action politique de la province. Selon tous ceux qui y ont assisté, cette excellente conférence nous aidera à jeter les bases d'une participation à la campagne électorale du printemps et à changer de gouvernement.

■ John McCracken

Prêts à négocier à Terre-Neuve-et-Labrador



Les négociations provinciales sont en cours à Terre-Neuve-et-Labrador, l'échange officiel de propositions ayant eu lieu à mi-novembre. Les attentes sont élevées chez tous les travailleurs du secteur public pour cette ronde, car le premier ministre Williams a promis des hausses salariales.

Sur d'autres fronts, la section locale 1860 du SCFP (Société d'habitation de Terre-Neuve-et-Labrador) a réussi à obtenir 30 postes saisonniers à la société pour toute l'année. Aux

élections provinciales, le SCFP a aidé le leader du NPD Lorraine Michael à conserver son siège. En outre, Julie Mitchell, militante du SCFP, a obtenu une très honorable deuxième place dans la péninsule Burin. Elle se présentait contre un ministre du gouvernement dans une vague conservatrice.

■ John McCracken

Pour en savoir plus sur les activités du SCFP à Terre-Neuve-et-Labrador, consultez le nouveau site Web à : www.cupe.ca/newfoundland



Bataille en vue pour les membres du SCFP à Saint-Jean

La Ville de Saint-Jean veut construire deux usines de traitement des eaux usées parce que les niveaux de trihalométhane (THM) trouvés dans l'eau potable sont trop élevés. Mais les gestionnaires étudient la possibilité d'avoir recours à un partenariat public-privé pour le projet.

« La participation possible du secteur privé à ce projet inquiète nos membres, souligne Mike Montgomery, président de la section locale 18 du

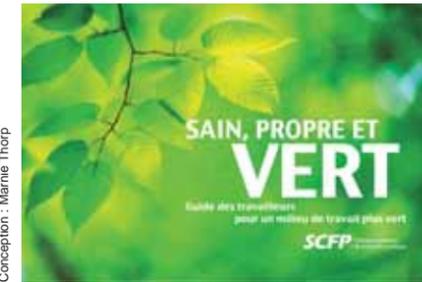
SCFP (cols bleus de la Ville de Saint-Jean). Ce n'est pas que le syndicat veut sauver des emplois. Mais nous pensons que la Ville ne devrait jamais renoncer à la propriété publique de l'eau. »

L'opposition à un possible PPP est en train de prendre forme. Un groupe de citoyens a créé une coalition, *SOS Saint John Water*, afin d'alerter la population aux dangers que représente la privatisation des usines de traitement des eaux et d'inciter les gens à travailler avec le SCFP contre ce projet de PPP.

Il est certain que l'eau sera un enjeu majeur des prochaines élections municipales, en mai 2008. « Si les conseillers municipaux ne se réveillent pas, ils se retrouveront avec toute une bataille sur les bras », ajoute M. Montgomery.

■ Danielle Savoie

Plus de 300 personnes ont assisté à la conférence de Maude Barlow sur la commercialisation de l'eau à Saint-Jean. Ici, elle dédicace son nouveau livre à Mike Montgomery, président de la section locale 18 du SCFP.



Conception : Marnie Thorp

Sain, propre et vert : Guide des travailleurs pour un milieu de travail plus vert

par le SCFP national

Cette publication très actuelle donne aux membres du syndicat les outils voulus pour agir concrètement dans les grands enjeux environnementaux. Le guide montre que les membres et les sections locales du SCFP peuvent prendre des mesures pour améliorer l'environnement, qu'il s'agisse du réchauffement climatique, du recyclage ou des toxines. Par exemple :

- Au sein de nos comités de santé et de sécurité au travail et de l'environnement, travailler à l'élimination des toxines de nos lieux de travail.
- Lire le nouveau guide sur les produits nettoyants et les toxines (*Cleaners and Toxins Guide*) de la Labour Environmental Alliance Society (LEAS).
- Mener des vérifications sur l'utilisation de l'énergie et sur la production de déchets à nos lieux de travail.

Multipliez ces moyens d'action et d'autres par des centaines de lieux de travail du SCFP et vous verrez l'immense impact que peut avoir le SCFP sur les collectivités de tout le Canada. En mettant en œuvre les mesures proposées dans le guide, vous montrerez que le SCFP est préoccupé par le bien-être de nos collectivités.

Chez LEAS, nous aimons beaucoup travailler avec le SCFP, en tant que syndicat mais aussi avec les membres de la base. Assumons ensemble le leadership pour mettre fin au réchauffement climatique et sauver la planète.

■ Mae Burrows, LEAS



Photo : Murray Mosher

importante de la consommation de ressources et pour minimiser l'empreinte écologique de notre syndicat. Avec le système « Leadership in Energy and Environmental Design » (LEED) comme guide pour concevoir l'édifice, nous avons obtenu la certification LEED et nous avons réduit notre consommation d'énergie de 49 pour cent.

Le nouvel édifice compte beaucoup d'autres caractéristiques écologiques, comme un éclairage écoénergétique, des détecteurs de présence qui éteignent les lumières lorsque vous quittez la pièce et qui maximisent l'utilisation de la lumière du jour, des systèmes écoénergétiques de chauffage, de climatisation, de ventilation et de récupération de la chaleur, des essences d'arbres indigènes pour l'aménagement paysager, des réfrigérants sans

Le gouvernement conservateur de Stephen Harper continue à faire honte aux Canadiens sur la scène mondiale. On peut citer l'exemple récent de Bali, où le représentant de notre pays a miné les efforts internationaux pour réduire, ne serait-ce que minimalement, les gaz à effet de serre. Les membres du plus grand syndicat du Canada peuvent être fiers que le SCFP prêche par l'exemple là où notre gouvernement fédéral échoue lamentablement.

Le nouveau bureau national du SCFP à Ottawa, l'édifice Stan-Little, a été conçu et construit pour assurer une réduction

CFC ni HCFC, un programme d'entretien ménager écologique, un programme de construction et de recyclage écologique, pour ne nommer que celles-là.

L'une des premières choses que les gens remarquent lorsqu'ils se rendent à la salle de toilettes de l'édifice du SCFP, ce sont les instructions à côté des toilettes qui expliquent notre système à double chasse. Vous actionnez la chasse vers le haut pour les liquides (pour utiliser la moitié moins d'eau) ou vous l'actionnez vers le bas pour les solides. Cela vous étonne peut-être que j'aborde ce sujet, mais il s'agit d'un bon exemple de mesures qui économisent l'eau dans notre nouvel édifice. En effet, nous avons pu réduire notre consommation d'eau de 43 pour cent.

Comme secrétaire-trésorier national, je peux ajouter que ces mesures qui nous permettent de réduire notre empreinte écologique sont bonnes tant pour l'économie que pour l'environnement. Il ne nous faudra que 3,8 ans pour récupérer nos coûts d'installation des systèmes écoénergétiques à notre nouveau bureau national, mais les bienfaits pour notre environnement seront à très, très long terme. Avec l'introduction de véhicules hybrides dans notre parc automobile et d'autres initiatives de cet ordre, le SCFP prend vraiment le virage écologique.

Des élections fédérales pointent à l'horizon. Le SCFP incitera ses membres à participer au processus politique et à faire valoir les enjeux environnementaux. Avec nos 570 000 membres, nous pouvons changer le cours de l'histoire et aider à faire élire un gouvernement qui partagera les principes auxquels nous croyons et qui protégera notre planète pour les générations à venir.

En toute solidarité,

Le secrétaire-trésorier national,

Claude Généreux

Claude Généreux



Gardons les privatiseurs à l'œil

Lisez **Privatisations sous surveillance**, la publication mensuelle du SCFP sur la défense des services publics contre les PPP, la sous-traitance et les autres formes de privatisation.

Inscrivez-vous et lisez les éditions précédentes à

scfp.ca/soussurveillance